

Guantanamo : sinistre « prison modèle »¹

Quelque 500 personnes sont toujours détenues dans la prison américaine de Guantanamo à Cuba. Dix d'entre elles, seulement ont été inculpées à ce jour. De plus en plus de voix s'élèvent pour exiger la fermeture de ce camp de concentration. Où les terroristes présumés apparaissent bien peu dangereux.

Guantanamo, plus confortable que les prisons belges ? Tels sont en substance les commentaires d'une récente mission belge dans le camp de concentration américain. La sénatrice Anne-Marie Lizin conduisait cette visite au nom de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Il a suffi de quelques heures passées dans des annexes du site, opération d'ailleurs encadrée par de hauts responsables de l'administration américaine, pour que la religion des « experts » soit faite. « *C'est une prison modèle, les gens y sont mieux traités qu'en Belgique* » a constaté le policier antiterroriste Alain Grignard. Et les grévistes de la faim qui protestent contre l'arbitraire de leur détention ? Rassurant, le professeur de l'université de Liège, Simon Petermann, a estimé qu'ils n'étaient plus que trois. Plus « *quelques autres qui se nourrissent de façon intermittente.* » Des médecins ont bien confirmés que les grévistes étaient nourris de force. Soit. Mais avec des tubes couramment utilisés dans les hôpitaux belges. Enfin, les interrogatoires « *musclés* » des années passées auraient cédé le pas à des « *techniques plus soft* ».

Tout cela, à n'en pas douter, aura mis du baume au cœur des quelque 500 détenus toujours incarcérés dans le plus total irrespect du droit international et des lois américaines. Pourtant, le secrétaire général des Nations-Unies, Kofi Annan, a encore appelé récemment les Etats-Unis à fermer Guantanamo au plus vite. Et à Strasbourg, le Parlement européen est allé dans le même sens en exigeant que les prisonniers soient rapidement jugés devant un « *tribunal compétent, indépendant et impartial.* »

« Traitements inhumains »

C'est apparemment beaucoup demander. Selon Mme Lizin, le département d'Etat a bien fait savoir son intention de diminuer le nombre de détenus pour les renvoyer vers leur pays d'origine où leur sort risque d'être pour le moins incertain. Et dès septembre 2004, la cour suprême des Etats-Unis avait autorisé les détenus du camp à contester leur détention devant un tribunal américain. « *Il faut un calendrier de fermeture* » a donc souhaité la délégation de l'OSCE. Mais à la mi-février encore, la Maison Blanche a refusé de fermer le site, répondant ainsi à un rapport accablant dressé par un groupe d'experts indépendants désignés par la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, bien plus sévère que les constats du bourgmestre de Huy. Selon ce document, « *les conditions générales de détention* » comme « *l'isolement forcé des détenus* » équivaut « *à un traitement inhumain* » et dans certains cas « *s'apparentent* » à des tortures. Il s'agit donc de « *fermer les installations sans délai supplémentaire* » et « *soit juger rapidement tous les détenus (...) soit les libérer immédiatement.* » La plupart d'entre eux ont été capturés après les attentats du 11 septembre, notamment en Afghanistan. Washington a vertement renvoyé les Nations Unies à leurs impertinentes études. « *Rien n'a changé* » dans la position, américaine » a réaffirmé un porte-parole de la Maison Blanche. « *Les gens qui se trouvent là-bas sont de dangereux terroristes* » et « *je crois que l'ONU se discrédite quand une équipe comme celle-là se précipite pour faire un rapport en retenant seulement des allégations* » et des déclarations « *réchauffées* » de détenus.

¹ Article paru dans le N° du *Journal du mardi*,

Piètres tueurs

Il est vrai que les inspecteurs ont renoncé à se rendre à Guantanamo après s'être vu refuser l'autorisation de s'entretenir en tête à tête avec les prisonniers. Les témoignages accablants ne manquent pourtant pas. En témoigne la récente publication d'un document rendu public par le Pentagone et dévoilant notamment les identités et les parcours d'un grand nombre de personnes détenues à Guantanamo. Des « *ennemis combattants* » comme les qualifie le jargon en vogue dans l'administration américaine ? Dans la réalité, on est souvent loin du discours du ministre de la Défense de George Bush, Donald Rumsfeld, qui qualifiait les prisonniers « *de pires des pires des terroristes* ». Ou des paroles du vice-président Dick Cheney pour qui « *ce sont des employés de la terreur, des membres d'Al-Qaïda et des talibans.* » « *Si on les relâche, ils rentreront chez eux pour essayer de tuer des Américains.* »

Piètres tueurs. Le document du Pentagone, publié sur injonction d'un juge new-yorkais en vertu du *Freedom of Information Act*, révèle une liste de 317 noms parmi 5000 pages de comptes rendus d'audiences de prisonniers. Dix d'entre eux seulement ont été inculpés. Les autres croupissent à l'ombre dans un total vide juridique. Qui sont-ils ? Comme en une longue litanie, le quotidien britannique *The Independent* a parlé de ces « *cuisiniers, agents de nettoyage, chauffeurs, vendeurs et marchands. Ils ont parcouru dans tous les sens le monde musulman, de l'Afghanistan à l'Arabie saoudite, travaillant, étudiant, allant en pèlerinage et, parfois, tentant d'entrer en lutte contre les forces américaines.* » Le rapport, qui avait déjà été publié sans les noms en juin 2005, retrace effectivement les mouvements des détenus entre l'Europe, l'Afrique du Nord, la péninsule arabique et le Moyen-Orient. On y parle du prisonnier Msihal Awad Sayaf Alhabri qui a fait une tentative de suicide le 16 janvier 2003 résultant en « *une blessure grave au cerveau par manque d'oxygène.* » Wallid Brahim Mustafa Aud-Jasi dit avoir « *quitté la Palestine pour chercher du travail* » et affirme n'être pas « *un ennemi-combattant des Américains.* » Abdul, tunisien, avoue avoir trafiqué de la drogue en Italie mais se défend d'être « *un fanatique de l'islam* » tout en reconnaissant avoir fréquenté un camp en Afghanistan.

Ce scanning de centaines de destinées montre avant tout l'arbitraire des arrestations, sans chef d'accusation. Certains des détenus expliquent « *qu'ils ont été remis aux forces américaines en échange d'une récompense ou arrêtés parce qu'ils ont refusé de payer un pot-de-vin aux autorités locales* » a noté le *New-York Times*. D'autres parlent d'extorsion d'aveux sous la torture.

En octobre 2005, la juge Kessler – aussitôt accusée de « sympathie avec les terroristes » par une partie de la droite - était intervenue sur la situation à Guantanamo. Elle avait ordonné à l'armée de communiquer les dossiers médicaux des prisonniers pour que les familles sachent qui faisait la grève de la faim. Elle parlait de l'alimentation forcée des grévistes comme d'« *un traitement cruel et dégradant pour la dignité humaine.* »

« Terrible »

« *Les leçons d'Abou Ghraïb n'ont pas été retenues.* » Tel est le verdict du dernier rapport d'Amnesty International sur les prisons irakiennes. Trois ans après l'invasion de l'Irak, la situation des droits de l'homme reste « *terrible* ». Ainsi, les forces étrangères « *principalement américaines* » détiennent des dizaines de milliers de personnes « *sans être inculpées, ni jugées.* » Comme à Guantanamo, « *certaines détenus ont été retenus pendant plus de deux ans sans recours légal, d'autres libérés sans explication, excuses ou réparations.* » « *Après les horreurs de la période de Saddam Hussein et les sévices contre les prisonniers d'Abou Ghraïb* », cette situation est « *choquante* ». « *De nombreux cas de torture et de mauvais traitements dans les installations contrôlées par les autorités irakiennes ont été rapportés* » dit encore le rapport.